

Bruxelles, le 24.11.2017
C(2017) 7887 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24.11.2017

**modifiant la Décision C(2016)7177 relative au programme d'action annuel 2016 en
faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de
développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24.11.2017

modifiant la Décision C(2016)7177 relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 4 ,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La décision C(2016)7177 sur le programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger vise à soutenir le Niger dans sa stratégie d'accélération de la croissance inclusive, de développement social et de gestion durable des ressources naturelles dans un environnement de bonne gouvernance et de sécurité. et contient 6 projets. Seule l'action (Annexe 1), intitulée "'Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur " sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable au Niger " (CRS SANAD)" est à modifier .
- (2) L'augmentation de la contribution de l'Union européenne d'un montant de 40 000 000 EUR pour la mise en œuvre de l'action 1 au PAA, intitulée «Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur de sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable au Niger» est rendue nécessaire suite à la fragilité importante dans le domaine de la résilience, de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Niger.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicables en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (4) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, tout changement substantiel à une décision de financement qui a déjà été adoptée doit suivre la même procédure que la décision initiale. Il est donc convenu que la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (5) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

DÉCIDE:

Article unique

La décision C(2016) 7177 est modifiée comme suit :

1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant :

"La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 510 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement et sur sa réserve."

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard."

2) Le 2^{ème} paragraphe de l'article 3 est remplacé par le texte suivant :

"Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes."

3) L'article 4 est remplacé par le texte suivant :

" Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité."

4) L'annexe 1 est remplacée par l'annexe à la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 24.11.2017

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission